



AUSTRALIE

© ROBYNMAC/ISTOCKPHOTO

Le « Lucky Country » frôle le haut de son cycle de croissance

Grâce à une conjoncture favorable, l'Australie aligne encore des performances économiques enviables, mais pour combien de temps ?

Par Didier Guérin, CCE Australie, Media Convergence Asia-Pacifique, et Antoine Chery, chef du service économique régional Australie et Pacifique

La scène se passe au G20 à Buenos Aires en décembre dernier. Angela Merkel rencontre Scott Morrison, le Premier ministre australien. La chancelière allemande consulte ouvertement – non sans un certain agacement – la biographie de son interlocuteur qu'elle rencontre pour la première fois. Il s'agit de son septième chef de gouverne-

ment australien depuis qu'elle a pris ses fonctions en 2005. L'instabilité politique chronique des gouvernements australiens a conduit la BBC à qualifier Canberra, avec une pointe d'humour britannique, de « capitale mondiale des coups d'États ».

Cette situation est due principalement, non pas aux votes des électeurs, mais à une série d'intrigues de palais au sein du par-

ti libéral ou du parti travailliste. Curieusement les performances de l'économie australienne ne justifient en rien ce chaos politique. En effet, comme le notait *The Economist* dans son numéro spécial sur l'Australie en octobre dernier, la dernière fois que l'Australie a connu une récession, l'Union Soviétique existait encore, mais pas l'internet.



Des indicateurs plus que positifs

Surnommé le « Lucky Country » en raison de la richesse de son sous-sol – premier exportateur mondial de fer, de charbon et depuis l'année dernière de gaz naturel liquéfié – l'Australie vient d'entrer dans sa 28^e année consécutive de nette croissance. Celle-ci a frôlé les 3 % en 2018 et devrait être du même ordre cette année.

Le chômage est tombé à 5,1 %, le taux le plus faible depuis six ans, avec une croissance des salaires de 2,5 % et une inflation de 1,8 % en 2018. De plus, ce pays de 25 millions d'habitants a adopté un système d'immigration sélectif efficace – l'un des plus généreux au monde par rapport à son nombre d'habitants – qui lui a permis depuis plusieurs années de faire croître sa population de plus de 1,5 % par an, tout en atténuant son vieillissement. Alors que les *boat people* sont sévèrement repoussés ou parqués dans des îles du Pacifique, les immigrants – la plupart jeunes et qualifiés – qui ont été admis sur cette « terre promise » ont généré entre un tiers et un quart de la croissance du Pib.

Non seulement le déficit budgétaire devrait tomber à 5,2 milliards de dollars australiens (3,2 milliards d'euros) pour l'année fiscale en cours (qui se termine à fin juin), soit 0,3 % du Pib, mais les deux prochaines années 2019-2020 et 2020-2021 devraient être excédentaires. La dette de l'État fédéral se situe désormais à 41 % du Pib (contre 99 % en France et 238 % au Japon), ce qui vaut à l'Australie d'être un des rares pays à mériter une notation AAA.

Ces résultats sont supérieurs aux

Une instabilité politique malgré les bons résultats économiques

prévisions du gouvernement. La cause en est l'amélioration des recettes fiscales des entreprises et des particuliers, du fait d'un prix élevé des matières premières livrées principalement à la Chine, premier client des exportations australiennes.

La bonne situation actuelle du pays tient pour une grande part aux profondes réformes structurelles des décennies 1980 et 1990 des gouvernements de Paul Keating (travailliste) et John Howard (libéral) qui ont libéré l'économie de ses contraintes pesantes accompagnées d'une politique budgétaire prudente. Ainsi, l'Australie fut en mesure d'affronter la crise financière mondiale en 2009 sans connaître de récession.

Grâce à son système d'assurance maladie aux coûts maîtrisés, les dépenses de santé ne pèsent pas plus de 10 % du Pib (contre 11 % en France et 17 % aux États-Unis). De plus, suite à l'instauration en 1992 de la *superannuation* obligeant les employeurs et employés à verser une partie de leurs revenus dans des fonds de pensions privés, les

dépenses publiques de retraites ne représentent que 4 % du Pib (contre 14 % en France). L'accumulation des cotisations a même permis à l'Australie de devenir un investisseur à l'étranger significatif: le stock d'investissements australiens en dehors de son sol dépasse 1,6 mille milliards d'euros.

Quelques risques à considérer

Cependant, l'effort de réformes semble s'être considérablement ralenti depuis 2007 et le cycle de croissance pourrait toucher son plus haut niveau si l'Australie n'arrive pas à surmonter un ensemble de risques qui pointe à court terme.

D'abord la forte dépendance économique envers la Chine. Le ralentissement de la croissance de l'Empire du Milieu, qui devrait probablement se situer à 4 % dans les prochaines années, au lieu du 6,5 % de l'année dernière, devrait entraîner une baisse des volumes et des cours des matières premières qui ne manqueraient pas de peser sur l'expansion australienne. ►►

G20
En Argentine en décembre, Angela Merkel rencontre le Premier ministre australien Scott Morrison.



© RALF HIRSCHBERGER/AFP



UN LIEU UNIQUE POUR UN MOMENT INOUBLIABLE

Inauguré par l'Impératrice Eugénie en 1862, le Salon Opéra du Grand Hôtel est inscrit à la liste des monuments historiques.

Situé au cœur de Paris, ce majestueux salon de réception au style Second Empire possède 48 statues musiciennes d'Aimé Millet, des miroirs à profusion ainsi qu'un lustre magistral trônant à 16 mètres de hauteur.

CHICAGO

HONG KONG

KOH SAMUI

PARIS

DUBAI

BANGKOK

SYDNEY

LONDON



INTERCONTINENTAL.
PARIS LE GRAND

Live the InterContinental Life.

InterContinental Paris Le Grand - 2 rue Scribe 75009 Paris
parhbevents@ihg.com +33 1 40 07 32 32

→ Opportunités Australie

© FROGMANI484/ISTOCKPHOTO



► De plus, la manne des touristes et des étudiants chinois représente des recettes significatives dont la fragilité est évidente si l'Australie était contrainte de choisir entre son premier client et son allié stratégique historique, les États-Unis. Il s'agit d'un sujet inquiétant. Un durcissement possible des relations commerciales entre la Chine et les États-Unis pourrait pousser l'Australie vers un sensible ralentissement économique consécutif à la réduction possible de ses exportations vers l'Asie, notamment le gaz naturel liquéfié et le bœuf.

Autre point de fragilité : les flux de capitaux étrangers. Si l'Australie est un exportateur de minerais, elle est encore un importateur de capitaux pour financer les investissements des entreprises et le développement de ses infrastructures. Cependant, grâce à la diminution du déficit du compte courant, la situation s'améliore d'année en année avec un besoin de financement extérieur de l'ordre de 3 % du Pib, plus que financé par les IDE

entrants. L'Australie reçoit bon an mal an 60 milliards de dollars américains d'investissements directs étrangers par an, le 6^e rang mondial en 2017.

Un niveau de vie élevé

Par ailleurs, le coût de la vie et des salaires élevés compliquent la situation. Le salaire horaire médian de 18,90 dollars australiens (soit 11,7 euros), est le troisième plus élevé de l'OCDE. Dès lors, avec le faible taux de chômage, il n'est pas rare de voir des salaires ouvriers atteindre des niveaux fort élevés. Comme le souligne Philippe Bouquet, chairman de Bouygues-Construction en Australie : « *les énormes projets d'infrastructure, lancés par les États de la côte Est, nous forcent désormais à recruter des ouvriers spécialisés en travaux de tunnels (creusement, boulonnage, béton) avec des salaires moyens de 250 000 dollars australiens par an (156 000 euros)* ».

La fiscalité demeure un point faible dont le système repose sur une trop forte imposition directe alors que la Goods and

Services Tax (TVA) ne touche que 47 % de la consommation. L'impôt sur les sociétés reste à 30 % (même s'il a été réduit plus tôt que prévu à 27,5 % pour les entreprises au chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de dollars australiens). Quant à la tranche maximale de l'impôt sur le revenu individuel, elle demeure à 45 % au-delà de 180 000 dollars (110 000 euros) de revenus imposables. Les espoirs de changement que le gouvernement de Malcolm Turnbull (renversé en août dernier) avait suscités n'ont pas été suivis d'effets et aucune réforme fiscale significative n'a été entreprise depuis presque 20 ans.

Peu de changements majeurs devraient intervenir cette année en matière économique, sauf peut-être une pression sur les salaires que le nouveau gouvernement travailliste pourrait mettre en place dans l'hypothèse – fort probable – de son élection. En effet, les électeurs australiens doivent retourner aux urnes cette année – au plus tard en mai prochain – pour élire une partie des sénateurs et principalement l'ensemble de la Chambre des représentants, dont la majorité nommera le Premier ministre pour trois ans. Dans l'état actuel des sondages, le parti travailliste disposerait d'une forte majorité, sous la conduite de Bill Shorten, un homme de parti de longue date, pragmatique, ancien syndicaliste et situé plutôt à la droite de sa formation politique.

La conséquence pour Angela Merkel sera que lors du prochain G20 de Tokyo en juillet prochain, elle devra encore rencontrer un nouveau Premier ministre australien, son huitième depuis l'accession à son poste de Chancelière. ■

SYDNEY
Une économie
très performante

5,1%

Le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis 6 ans.